

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 29/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DE TRANSIT ET MANUTENTION BASQUE

avenue de l'Industrie
40 220 Tarnos

Références : DREAL/2026
Code AIOT : 0005201994

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement SOCIETE DE TRANSIT ET MANUTENTION BASQUE implanté ROUTE DE LA BARRE 40 220 Tarnos. L'inspection a été annoncée le 26/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, mis en place par la DREAL Aquitaine pour 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIÉTÉ DE TRANSIT ET MANUTENTION BASQUE
- ROUTE DE LA BARRE 40220 Tarnos
- Code AIOT : 0005201994
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOTRAMAB est autorisée, par arrêté préfectoral du 27 octobre 1993 et par récépissé du 4 juillet 1985, à exploiter un hangar de stockage (lot 30) de céréales et d'engrais sur la commune de Tarnos.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L. 513-1	Sans objet
3	Risques	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 4.2	Sans objet
4	Risques	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 4.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'établissement relève désormais du régime de la déclaration. Il est proposé d'abroger les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 octobre 1993.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2015, article L. 513-1
Thème(s) : Situation administrative, droits acquis
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</p> <p>Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification.</p> <p>Les modalités de changement de classification des substances, mélanges ou produits, notamment celles tenant à la date d'entrée en vigueur de ce changement, les renseignements que l'exploitant doit transmettre au préfet ainsi que les mesures que celui-ci peut imposer afin de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 sont précisés par décret en Conseil d'État.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par arrêté préfectoral d'autorisation n°192/639 du 27 octobre 1993, la société MATRA-LARTIGUE (à laquelle s'est substituée la société SOTRAMAB) a été autorisée à exploiter un hangar de stockage de céréales et d'engrais, sur la commune de Tarnos.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 27 octobre 1993 vise les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées, qui ont été supprimées par différents décrets :</p> <ul style="list-style-type: none">• rubrique 376 bis-1° : silos de stockage de céréales (volume de 25 000 m³) - régime de l'autorisation ;• rubrique 1331-3° : stockage d'engrais simples solides à base de nitrates conformes à la norme NFU 42-001 (capacité de 2 400 tonnes) - régime de la déclaration ;• rubrique 261 bis - installation de distribution de liquides inflammables (débit de 4 m³/h) – régime de la déclaration ;• rubrique 89 bis-2° : criblage de produits minéraux naturels (capacité inférieure à 150 000 tonnes) - régime de la déclaration. <p>Par courriers en date du 02 et 06 mars 2009, l'exploitant a informé l'administration ne plus stocker de céréales ni d'engrais à base de nitrate, et donc ne plus être soumis au régime de l'autorisation.</p> <p>Lors d'une visite d'inspection en date du 19 novembre 2019, il a été constaté l'exploitation d'une installation de transit de produits minéraux relevant du régime de la déclaration (rubrique 2517), la superficie de stockage étant de 4 400 m².</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 08 décembre 2025, il a été confirmé que l'établissement relève du régime de la déclaration au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées, pour lesquelles l'exploitant bénéficie des droits acquis en application des dispositions de l'article L. 513-1 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none">• rubrique 2517.2 : station de transit de produits minéraux ;• rubrique 2515.1.b : installation de criblage de produits minéraux.

L'installation est désormais soumise aux dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux rubriques 2515 et 2517.

Il est proposé d'acter le changement de régime de l'établissement. Un projet d'arrêté préfectoral, joint au présent rapport, propose d'abroger les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 1993.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de bien vouloir nous transmettre son avis sur le projet d'arrêté préfectoral dans un délai n'excédant pas quinze jours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.
Constats : Les installations électriques ont fait l'objet d'un contrôle le 31 janvier 2025 par la société DEKRA (rapport N° 065466382501R002). 4 observations ont été relevées lors de cette vérification. L'exploitant doit apporter les mesures correctives.
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le rapport 2026 de vérification des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bombes, poteaux ...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : L'installation est dotée de deux poteaux d'incendie situés à l'entrée du site. Des extincteurs sont répartis dans l'établissement. Ils ont été vérifiés le 20 mai 2025 par la société SICLI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none">• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement des services d'incendie et de secours, etc.
Constats : Une consigne sur la conduite à tenir en cas d'accident est affichée dans les locaux.
Type de suites proposées : Sans suite